

Association RESEAU INTERMED

Siège social : 24 Rue Georges Gouy
69007 LYON
SIREN 519 189 492

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'association RESEAU INTERMED,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association RESEAU INTERMED relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Nous précisons que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 n'ont pas été certifiés.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 9 avril 2025.

TALENZ ARES LYON
Commissaire aux Comptes



Frédéric CHEVALLIER
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société

Bilan Actif

TALENZ AUDIT

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	41 295	14 719	26 576	33 536	- 6 960
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	61 410	53 011	8 399	19 097	- 10 698
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	300		300	300	
TOTAL (I)	103 005	67 729	35 275	52 933	- 17 658
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	115 943		115 943	87 054	28 889
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	755 569		755 569	1 108 647	- 353 078
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	676 895		676 895	502 624	174 271
Charges constatées d'avance	2 844		2 844	9 110	- 6 266
TOTAL (II)	1 551 252		1 551 252	1 707 434	- 156 182
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	1 654 257	67 729	1 586 527	1 760 367	- 173 840

Bilan Passif

TALENZ AUDIT

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires	7 245	7 245	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles	217 964	217 964	
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	-627 709	270 026	- 897 735
Excédent ou déficit de l'exercice	110 365	-897 735	1 008 100
Situation nette (sous total)	-292 135	-402 501	110 366
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	-292 135	-402 501	110 366
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques	476 180	825 146	- 348 966
Provisions pour charges	49 879	71 458	- 21 579
TOTAL (III)	526 059	896 604	- 370 545
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		33	- 33
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	214 779	119 776	95 003
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	1 087 507	512 504	575 003
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	10 267	33 402	- 23 135
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	40 050	600 550	- 560 500
TOTAL (IV)	1 352 604	1 266 264	86 340
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	1 586 527	1 760 367	- 173 840
Engagements reçus			
Engagements donnés			

Compte de résultat

TALENZ AUDIT

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	276 838	212 134	64 704	30,50
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	2 768 238	2 920 858	- 152 620	-5,23
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	899 825	59 190	840 635	N/S
Utilisations des fonds dédiés		90 150	- 90 150	-100
Autres produits	1 637		1 637	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	3 946 538	3 282 331	664 207	20,24
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	476 633	591 197	- 114 564	-19,38
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	155 344	206 306	- 50 962	-24,70
Salaires et traitements	1 948 707	2 005 017	- 56 310	-2,81
Charges sociales	766 879	816 213	- 49 334	-6,04
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	18 205	22 649	- 4 444	-19,62
Dotations aux provisions	468 435	535 717	- 67 282	-12,56
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	2 146	110	2 036	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	3 836 349	4 177 210	- 340 861	-8,16
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	110 189	-894 879	1 005 068	112,31
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	288	4 610	- 4 322	-93,75
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	288	4 610	- 4 322	-93,75
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	288	4 610	- 4 322	-93,75
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	110 477	-890 269	1 000 746	112,41
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		1 408	- 1 408	-100
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)		1 408	- 1 408	-100
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	112	8 874	- 8 762	-98,74
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	112	8 874	- 8 762	-98,74
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-112	-7 466	7 354	98,50
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	3 946 827	3 288 348	658 479	20,02
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 836 461	4 186 084	- 349 623	-8,35
EXCEDENT OU DEFICIT	110 365	-897 735	1 008 100	112,29
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Prestations en nature	53 000	20 000	33 000	165,00
Total	53 000	20 000	33 000	165,00
Charges				
. Prestations	53 000	20 000	33 000	165,00
Total	53 000	20 000	33 000	165,00

Annexe

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 1 586 527,26 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 110 365,25 €, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

FAITS CARACTERISTIQUE DE L'EXERCICE

L'année 2024 a été marquée par les évènements suivants :

- ▶ Malgré les actions mises en œuvre fin 2023 et début 2024 à savoir :
 - Le versement par ADOMA de sa subvention de 500 000 € fin 2023,
 - L'obtention le 12 mars 2024 par l'URSSAF d'un échéancier sur la période du 24 mars au 24 juillet 2024 pour le paiement des cotisations de novembre 2023 et janvier 2024 pour la somme de 92 239 €,
 - L'obtention le 14 mars 2024 de la Caisse d'Epargne d'une facilité de caisse de 100 000 € sur 10 mois, moyennant la cession de la créance ARS (Convention pluriannuelle N°202305099 au titre du FIR sur la période 2023-2025) de 73 050 €,la dégradation de la trésorerie s'est poursuivie.

Devant les difficultés de trésorerie grandissante, le Conseil d'Administration de l'association dans une séance extraordinaire du 19 avril 2024 a décidé de déposer auprès du Tribunal Judiciaire de Lyon une déclaration de cessation de paiement (DCP) en vue d'une audience fixée au 30 avril 2024.

Par décision du 3 mai 2024, le Tribunal judiciaire de Lyon (Chambre des procédures collectives) a prononcé l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire avec une période d'observation de 6 mois jusqu'au 3 novembre 2024, avec un point de situation intermédiaire fixé au 25 juin 2024.

En séance du 22 octobre 2024, le Tribunal Judiciaire de Lyon a renouvelé la période d'observation jusqu'au 3 mai 2025, avec un point de situation intermédiaire fixé au 11 février 2025.

- ▶ Durant cette période d'observation l'association Réseau Intermed a défini et mis en œuvre un plan de restructuration reposant sur les axes suivants :
 - Ressources et financements :
 - Sécurisation des subventions : ARS AURA -PACA ;
 - Obtention d'une subvention complémentaire de ADOMA de 300 K€ pour assurer le soutien de l'association et le financement des actions et du redéploiement de l'association dans les régions, IDF, Grand Est et PACA ;
 - Recherche de nouveaux financements : SGAR – Ukraine – DPAR et renforcement du multi-partenariat ce qui s'est traduit en 2024 par des produits (Prestions de services et subventions) de 3 576 K€ versus 3 133 K€ en 2023, soit plus 14% (retraité de l'annulation de la subvention FAMI 2019-2021 531 K€ perdue) ;
 - Personnels :
 - Non renouvellement de tous les CDD. 13 CDD fin 2023 – 0 fin 2024 ;
 - Mise en place d'un plan de licenciement de 9 personnes, 7 départs sur 2024 et les deux derniers au 1^{er} trimestre 2025, dont le coût s'est élevé sur l'exercice 2024 à 210 K€ ;
 - Assistance d'ADOMA par la mise à disposition à titre gratuit de personnel pour assurer la gestion de l'association et mettre en œuvre le déploiement du plan d'action et de la restructuration (Arrivée au 1^{er} juillet 2024) ;
 - Organisation et gestion :
 - Externalisation des fonctions comptables – paie chez l'association Alliance pour une gestion solidaire au 1^{er} janvier 2025,
 - Activité et missions :
 - Arrêt de l'activité « Accès aux soins pour les demandeurs d'Asile » FAMI au 31 décembre 2024 en raison d'une activité nécessitant des fonds propres trop importants pour préfinancer les prestations et des risques de rejet des dépenses ;
 - Création d'une activité de formation au 1^{er} janvier 2025.
- ▶ L'association a déménagé du 144 rue Garibaldi 69006 Lyon au 24 rue Georges Gouy 69007 Lyon le 8 février 2024.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Un point intermédiaire a été fait par le Tribunal Judiciaire de Lyon le 11 février 2025.

L'audience de validation du plan de redressement a été avancé au 8 avril 2025 et le projet de plan devrait prévoir un apurement du passif sur 8 ans.

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION RESEAU INTERMED

L'association a pour objet prioritaire la mise en œuvre et la gestion de dispositifs dont la finalité est de « permettre l'accès aux soins et à la santé des résidents d'Adoma en situation complexe de vulnérabilité du fait de l'âge, de l'isolement et la précarité », et pour moyen d'action « des actions de médiation et coordination santé au sein de l'ensemble des établissements Adoma du territoire national ». L'association peut également intervenir en direction de publics hébergés par Adoma et se réserve la possibilité d'agir en direction de publics vulnérables et isolés, vivant hors résidences et foyers Adoma. L'association intervient auprès du public logé et hébergé par Adoma mais également tout autre opérateur du logement accompagné, bailleur social ou privé.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception du point évoqué au paragraphe changement de méthode,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue ; aucune divergence avec la durée d'usage n'a été recensée.

Brevet Licences Logiciels	5 et 7 ans
Matériel de bureau informatique	3 ans
Mobilier	5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En accord avec le règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs, toute obligation de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimé avec une fiabilité suffisante, et donnant lieu à une sortie probable de ressources sans contrepartie, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Le détail des provisions est donné ci-après.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

L'établissement des états financiers 2024 est en conformité avec :

- Le nouveau plan comptable n°2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	41 295		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	64 759		547
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	64 759		547
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	300		
TOTAL	300		
TOTAL GENERAL	106 354		547

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			41 295	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		3 897	61 410	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		3 897	64 410	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			300	
TOTAL			300	
TOTAL GENERAL		3 897	103 005	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	7 759	6 959		14 719
Terrains	45 662	11 245	3 897	53 011
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	45 662	11 245	3 897	53 011
TOTAL GENERAL	53 421	18 204	3 897	67 729

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. déroq.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	6 959				
Terrains	11 245				
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier					
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	11 245				
TOTAL GENERAL	18 204				

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 31 décembre 2024 à 526 059 euros. Leur évaluation a été faite au mieux des avis des conseils et experts.

Elles se décomposent ainsi :

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises utilisées	Diminutions Reprises non utilisées	Fin exercice
Litiges salariaux	40 000	85 000			125 000
Risque de reversement subvention FAMI 2014/2016	40 000			40 000	0
Risque de reversement subvention FAMI 2017/2018	91 984			91 984	0
Risque de reversement subvention FAMI 2019/2020	90 000			90 000	0
Risque de reversement subvention FAMI 2021/2023	531 583		531 583		0
Risque de reversement subvention FAMI 2022/2024 (1)		351 180			351 180
Risque de reversement subvention ARS 2020	31 578			31 578	0
TOTAL Provisions pour risques	825 604	436 180	531 583	253 562	476 180
Indemnité de départ à la retraite (2)	71 458	32 255	5 203	48 630	49 879
TOTAL Provisions pour charges	71 458	32 255	5 203	48 630	49 879
TOTAL Provisions pour risques et charges	896 604	468 435	536 786	302 192	526 059

- (1) : Le plan de financement pour les années 2022 à 2024 au titre du projet « Accès aux soins pour les demandeurs d'Asile présentant des situations complexes de santé » s'élève à 880 000 euros au titre de 2022 à 2024 ainsi réparti : 2022 : 200 K€ - 2023 : 331 K€ et 2024 : 349 K€.
Eu égard à l'incertitude sur le risque du rejet de certaines dépenses comme ce fut le cas lors de l'audit de la période triennale 2019 à 2021 (531 K€) par le FAMI, il a été constitué une provision à hauteur de 50% de la subvention restant à encaisser.
- (2) : L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

L'association a opté pour la comptabilisation des indemnités de départ à la retraite à hauteur de 49 879 euros. La provision a été déterminée pour les personnes dont la probabilité est forte de faire valoir leur droit à la retraite à moyen terme (Personne de plus de 55 ans). L'évolution de la provision sur l'exercice 2024 est due au départ de 4 salariés sur l'exercice et la constitution d'une provision pour 2 nouveaux salariés ayant plus de 55 ans.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an	
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières	300		300	
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	115 943	115 943		
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	4 228	4 228		
Sécurité sociale, autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A				
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	748 484	748 484		
- Divers				
Groupe et associés				
Débiteurs divers	2 857	2 857		
Charges constatées d'avance	2 844	2 844		
TOTAL GENERAL	874 657	874 357	300	
Montant des prêts accordés dans l'exercice	0			
Remboursements des prêts dans l'exercice	0			
Prêts et avances consentis aux associés	0			
ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	214 779	149 821	17 699	47 289
Personnel et comptes rattachés	212 215	212 215		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	819 204	308 371	304 396	206 437
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	56 088	56 088		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	10 267	10 267		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	40 050	40 050		
TOTAL GENERAL	1 352 604	776 813	322 065	253 727
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
CREANCES CLIENTS	
♦ Clients factures à établir	11 050
TOTAL	11 050

Détail charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES : factures non parvenues	106 155
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
♦ Provision congés payés	126 374
♦ Provision CSP, préavis et indemnités de licenciement	85 841
♦ Provision charges sociales sur congés payés	65 661
♦ Provision charges sociales sur CSP, préavis et indemnité de licenciement	37 690
♦ Etat autres charges à payer Formation professionnelle continue	19 126
AUTRES DETTES	
♦ Subvention à reverser	6 130
TOTAL	446 978

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	2 844	40 050
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	2 844	40 050

Le détail des charges constatées d'avance est :

- ▶ Médecine du travail : 2 684 €
- ▶ Autres : 160 €

Le détail des produits constatés d'avance est :

- ▶ ARS IDF 2025 : 23 050 €
- ▶ FNDSA 2025 : 3 750 €
- ▶ CFPPA 2025 : 5 750 €
- ▶ Politique de la ville : 7 500 €

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	Fin exercice
Subvention d'investissement sans droit de reprise	7 245			7 245
Fonds associatifs sans droit de reprise	217 964			217 964
Report à nouveau créditeurs	276 802			276 802
Report à nouveau débiteurs	-6 776	-897 511		-904 511
Résultat de l'exercice	-897 735	110 365	897 511	110 365
TOTAL	-402 500	-787 146	897 511	-292 135

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité en France	Montant
Prestations de services	276 838
TOTAL	276 838

Détail des subventions d'exploitation

Subventions	Montant
♦ ARS AURA	1 345 923
♦ ADOMA	800 000
♦ DIAN	80 000
♦ ARS PACA	209 000
♦ ARS IDF	50 000
♦ FAMI (1)	349 000
♦ DGF	100 000
♦ SGAR AURA	55 250
♦ METROPOLE GRAND LYON	130 000
♦ DEPARTEMENT DU VAUCLUSE	1 000
♦ DEPARTEMENT DE LA SAVOIE	17 000
♦ CONFERENCE DES FINANCEURS DEPARTEMENT ISERE	17 250
♦ CONFERENCE DES FINANCEURS DEPARTEMENT VAR	16 000
♦ CONFERENCE DES FINANCEURS DEPARTEMENT PUY DE DOME	10 000
♦ CONFERENCE DES FINANCEURS DEPARTEMENT DE LA SAVOIE	5 000
♦ CONFERENCE DES FINANCEURS METROPOLE GRAND LYON	19 000
♦ CONFERENCE DES FINANCEURS DEPARTEMENT LOIRE	7 400
♦ GRENOBLE ALPES METROPOLE POLITIQUE DE LA VILLE	4 000
♦ MULTIPARTENARIALE	82 500
♦ DIVERS	1 498
♦ FAMI 2019-2021 annulée	-531 583
TOTAL	2 768 238

(1) : Le plan de financement pour les années 2022 à 2024 au titre du projet « Accès aux soins pour les demandeurs d'Asile présentant des situations complexes de santé » s'élève à 880 000 euros au titre de 2022 à 2024 ainsi réparti : 2022 : 200 K€ - 2023 : 331 K€ et 2024 : 349 K€.

Charges et produits exceptionnels

Nature	Montant
Produits exceptionnel	0
Produits exceptionnels	0
Charges exceptionnelles diverses	112
Charges exceptionnelles	112

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature d'Adoma se chiffrent à 53 000 € pour l'exercice 2024 et concernent la mise à disposition gratuite durant 6 mois des locaux du siège et la mise à disposition de personnel pour accompagner le redressement.

Les contributions volontaires ne sont pas comptabilisées dans les comptes.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Néant